

Le pouvoir d'influence du milieu financier sur le climat



Billet d'opinion par Martin-Pierre Nombré, directeur développement stratégique à la Caisse d'économie solidaire.

Le 2 janvier 2025, l'[agence de presse Reuters](#) nous apprenait que la grande banque américaine Morgan Stanley a annoncé son retrait de l'Alliance bancaire mondiale zéro émission nette. Cette annonce importante n'est pas la première puisque Wells Fargo, Citigroup, Goldman Sachs et Bank of America avaient aussi pris cette décision.

Le 18 janvier, voilà qu'on apprend que quatre des plus grandes banques canadiennes se retirent à leur tour : Banque de Montréal, Banque Nationale, CIBC, Groupe TD. [Dans l'Actualité, Josée Boileau](#) nous suggère que ce glissement est lié à la position politique du nouveau gouvernement américain.

C'est une décision importante. Elle vient affaiblir l'[Alliance bancaire zéro émission](#) nette certes, mais elle doit nous inquiéter au plus haut point. Le rôle des banques est crucial dans la lutte aux changements climatiques. Elles peuvent orienter leurs prêts et investissements vers des projets durables. Elles peuvent soutenir des entreprises dans leur transition vers un modèle plus respectueux de l'environnement. **Selon des données de la Banque des règlements internationaux (BRI) qui agit comme la « Banque des banques centrales », les actifs bancaires mondiaux s'élèveraient à environ 200 000 milliards de dollars.**

Avec un tel pouvoir, leur rôle est crucial dans la lutte aux changements climatiques. Or, les choses sont loin d'aller dans ce sens.

Décidément la lutte contre le réchauffement de la planète connaît des difficultés supplémentaires alors que les avancées n'ont pas été à la hauteur en 2024 malgré les nombreuses rencontres : la COP16 de Cali en Colombie sur la biodiversité, la COP29 à Bakou en Azerbaïdjan sur les changements climatiques, la COP sur la désertification de Ryad en Arabie Saoudite, la négociation d'un Traité mondial contre la pollution plastique à Busan en Corée du Sud.

Rappelons que l'Alliance bancaire zéro émission nette (Net-Zero Banking Alliance), lancée en 2021 à la COP26, est une initiative du **Programme des Nations Unies pour l'environnement**, visant à accélérer et à soutenir la mise en œuvre d'efforts de lutte contre les changements climatiques. Plusieurs banques s'y sont jointes, car elles disaient croire qu'une collaboration mondiale au sein du domaine bancaire est essentielle pour réaliser des progrès collectifs et crédibles vers l'atteinte de notre objectif d'un bilan de zéro émission nette d'ici 2050.

Tout cela se passe alors que le rapport de la [Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques \(IPBES\)](#) présentait en décembre 2024 un tableau préoccupant de l'état actuel de la biodiversité tout en offrant des solutions concrètes pour enrayer sa dégradation et restaurer les écosystèmes à l'échelle mondiale.

En voici les points importants qui ressortent du rapport :

- La biodiversité continue de se détériorer à un rythme alarmant, avec environ un million d'espèces menacées d'extinction. La déforestation, l'exploitation excessive des ressources naturelles, la pollution et les changements climatiques sont les principaux moteurs de cette perte.
- La perte de biodiversité affecte directement les services que les écosystèmes fournissent aux humains, tels que la régulation du climat, la purification de l'eau, la pollinisation des cultures et la sécurité alimentaire.

Le rapport insiste sur le fait que les populations les plus pauvres et les plus marginalisées sont souvent les plus touchées par la perte de biodiversité, bien qu'elles dépendent le plus des services écosystémiques. Il appelle à des solutions qui tiennent compte de la justice sociale et des droits des communautés locales.

Pour inverser cette tendance, le rapport recommande des actions ambitieuses et coordonnées à l'échelle mondiale, y compris la mise en œuvre de politiques

publiques visant à protéger et restaurer les écosystèmes, la promotion de pratiques agricoles durables et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il met également en avant l'importance de la collaboration entre les secteurs public et privé et des approches fondées sur les savoirs traditionnels et locaux.

L'IPBES insiste sur le besoin urgent d'une action concertée pour éviter un effondrement écologique à l'échelle planétaire, soulignant que des investissements dans la nature sont essentiels pour assurer un avenir durable pour les générations futures.

Regardons les choses en face. Il n'y a plus de temps à perdre. Nos valeurs et notre argent doivent être à la même place. Voyons-y ! Je me permets ici de vous référer [au témoignage de Kevin Du Boisberranger, il nous trace la voie.](#)

Crédit photo : Sylviane Robini Photographe